Jean-Yves GUIOMAR, L'invention de la guerre totale, XVIII^e–XX^e siècle

Bernard Gainot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10342>

DOI : 10.4000/ahrf.10342

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2006

Pagination : 239-241

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Gainot, « Jean-Yves GUIOMAR, L'invention de la guerre totale, XVIII^e–XX^e siècle », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 343 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 17 novembre 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10342> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10342>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Jean-Yves GUIOMAR, L'invention de la guerre totale, XVIII^e–XX^e siècle

Bernard Gainot

RÉFÉRENCE

Jean-Yves Guiomar, *L'invention de la guerre totale, XVIII^e–XX^e siècle*, Paris, Éditions du Félin, 2004, 320 p., ISBN 2-86645-566-5, 20 €.

- 1 Le dernier ouvrage de Jean-Yves Guiomar, qui est bien connu par ailleurs pour ses réflexions stimulantes sur le sentiment national, et, d'une façon générale, ses nombreuses contributions à l'histoire politique contemporaine, cherche à prendre en compte la spécificité du fait militaire dans la période des guerres révolutionnaires et impériales, puis à l'inscrire dans la longue durée des relations franco-allemandes. C'est donc un ouvrage ambitieux, rigoureusement articulé à partir du fil rouge qui relie les guerres révolutionnaires à la formulation de la notion de « guerre totale » par Ludendorff, au lendemain de la Première guerre mondiale.
- 2 L'auteur fait remarquer que la dimension proprement militaire n'a pas beaucoup été prise en compte par les historiens de la Révolution française. Au pis, ils en font un succédané des luttes politiques ; au mieux, ils étudient la sociologie de l'institution militaire. La dimension stratégique n'est qu'exceptionnellement prise en compte, et les questions inhérentes à tout conflit (les buts de guerre, l'adéquation des moyens et des buts, la prise de décision) n'ont pas souvent été traitées en tant que telles. Guiomar renverse en quelque sorte les postulats, en estimant que les constantes interférences politiques ont empêché la prise en compte de l'autonomie du fait militaire, et reproche donc à la plupart des courants de l'historiographie révolutionnaire de « coller » trop systématiquement à la vision des contemporains, et donc de ne pas bien comprendre que, dans cette vision, résidaient à la fois le caractère interminable du conflit, et la nature intrinsèquement nouvelle et destructive de celui-ci. Il présente, pour ce faire, des analyses très fouillées de certaines phases décisives, comme la campagne de

Belgique de Dumouriez (dont il réhabilite à juste titre la pensée stratégique), et surtout la campagne du Rhin de 1794, au cours de laquelle se fit lourdement sentir le vide stratégique constant de la période, le manque d'unicité du commandement, et la subordination de la conduite des opérations militaires à des considérations de tactique politique. Comme le remarque justement Guiomar, la guerre imposait sa propre logique, qui allait à l'encontre de la logique des dirigeants politiques, à quelques exceptions près ; Saint-Just et Carnot, qui furent les plus proches d'imposer cette unité stratégique, mais dont l'opposition empêcha justement de sortir de l'impasse. Bonaparte allait précisément franchir le pas, et on aurait aimé à cet égard une analyse aussi fouillée de la façon dont Bonaparte, de 1799 à 1801, allait justement sortir des impasses de la guerre idéologique, pour remettre la conduite des opérations dans les voies qui devaient, avec la formulation de buts de guerre réalistes et la mise en œuvre de l'unité de commandement, permettre d'installer un équilibre tout provisoire.

- 3 La deuxième partie de l'ouvrage quitte alors les champs de bataille et les conflits de la période révolutionnaire, pour aborder la façon dont les États allemands, insérés dans l'édifice du Saint-Empire romain germanique, ont été happés par l'engrenage des conflits nés de la dynamique révolutionnaire. Le Saint-Empire était, d'une certaine façon, la clef de l'équilibre européen né des traités de Westphalie. La France révolutionnaire, en tournant le dos à une politique traditionnelle de soutien aux « libertés germaniques », porte le coup décisif à cet équilibre, bien avant la disparition de la complexe construction politique « germanique » (l'auteur s'attache à retracer les composantes culturelles et politiques de cette « germanité ») en 1806. Guiomar retrace ensuite les destins parallèles et croisés des deux entités politiques, France et Allemagne, au cours du XIX^e siècle, jusqu'au développement de ce concept de « guerre totale » (*Der totale krieg*) par Ludendorff en 1936. Il montre que Ludendorff, en préconisant l'affranchissement complet du commandement militaire par rapport à la direction politique de la guerre, rompt avec les préceptes de Clausewitz.
- 4 Mais c'est sur cette projection rétrospective d'un concept, assez flou au final, que porte la divergence. Cette démarche rétrospective est bien annoncée par le titre même du livre, *L'invention de la guerre totale*. Ce sont les guerres révolutionnaires, par la mobilisation massive des hommes et des énergies, la mise en avant des perspectives idéologiques qui empêchent la formulation de buts de guerre réalistes, la prégnance d'une culture de guerre à fondements nationalistes qui aurait introduit ce type de guerre. Les termes, fréquemment utilisés, de « guerre de masse », de « brutalisation », de « boucherie », de « militarisation » apparaissent, jusqu'à laisser entendre, moins explicitement formulé que sous la plume de Maurice Faivre, certes, que la guerre menée par la Convention est la matrice des régimes totalitaires contemporains.
- 5 La divergence porte d'abord sur un problème de démarche historique. Le terme « invention » suppose une rupture radicale avec les modes antérieurs de pratique guerrière, ceux de la « guerre réglée » du XVIII^e siècle. Or, outre le fait que la guerre révolutionnaire n'est pas mise en perspective, les historiens militaires de la période moderne relativisent plutôt cette rupture. Les terrains d'opérations principaux ne sont pas limités à l'Europe ; ils se sont plutôt déplacés vers des conflits traités à tort de périphériques, comme les conflits coloniaux, jamais évoqués ici, où les méthodes de ce que l'on peut appeler, faute de mieux, la « brutalisation », se donnent libre cours : déportations de populations qui s'apparentent au « nettoyage ethnique » (les Acadiens, 1755), guerres d'extermination (les guerres indiennes), utilisation de techniques de

combat qui visent à l'anéantissement physique de l'adversaire, et pas seulement à la démonstration de force sur le terrain (comme dans les combats navals de la deuxième moitié du XVII^e siècle), recours à une rhétorique de haine nationale (les clichés du discours nationaliste se fixent en France et en Angleterre lors de la Guerre de Sept ans). Quant au matériel utilisé, les mêmes historiens s'accordent à reconnaître qu'il n'évolue pas fondamentalement entre la période de Louis XIV et l'apparition du chemin de fer dans les opérations de la Guerre de Sécession et la guerre franco-allemande de 1870, sur laquelle l'auteur donne par ailleurs des aperçus extrêmement intéressants. La période des guerres révolutionnaires et impériales ne fait pas figure de période inaugurale, mais de phase de haute intensité dans un système que Guibert a appelé « système de la guerre moderne » et qui trouve, c'est vrai, en Clausewitz, son penseur le plus profond (bien que Clausewitz, là encore, ait laissé le domaine colonial hors de son champ de réflexion).

- 6 Outre cette divergence de fond, je dois encore faire des réserves sur quelques points secondaires. Les jugements formulés sur certains des acteurs révolutionnaires sont à l'emporte-pièce, et relèvent plus du jugement de valeur que de l'appréciation historique. Si l'auteur relève, au passage, la nécessité de réexaminer la portée de la pensée militaire de certains acteurs, ou de la pensée anti-militariste (comme celle de Marat), il reprend à l'égard d'autres, comme Barère, les clichés convenus qui ne tiennent pas suffisamment compte de l'importance de certaines œuvres (je pense, en particulier, à la *Liberté des mers*, certes mentionnée à plusieurs reprises, qui contribue tout de même à donner de Barère une autre image que celle d'un rhéteur de tribune).
- 7 Incidemment, il est porté en notes quelques jugements à l'emporte-pièce sur le Directoire, qui ne tiennent aucun compte des avancées récentes sur la période. Estimer qu'à partir de 1796, la « gauche révolutionnaire s'engage dans la voie des sociétés secrètes et des complots qu'on retrouvera sous la Restauration » (note 95 p. 82) est un raccourci qui frôle le contresens ; ou bien encore écrire, sans plus de nuances, que les démocrates du Directoire « furent incapables de concevoir que la démocratie représentative exigeait la diversité des opinions et des groupements » (note 50 p. 257) est un déni pur et simple de travaux récents, dont mes propres recherches. L'auteur est bien en retrait sur ses réflexions antérieures lorsqu'il soulignait, par exemple dans *La nation entre l'histoire et la raison*, l'urgente nécessité de réviser les jugements convenus sur cette période.
- 8 Enfin, Guiomar estime que la doctrine des frontières naturelles, avec tout ce qu'elle recèle de potentiel nationaliste, est essentiellement une formulation de la période révolutionnaire. C'est régler un peu vite le legs de l'Ancien Régime sur la question. Des travaux, comme ceux de Michèle Virol sur Vauban, montrent que la conception était bien présente au temps de la monarchie absolue, inséparable d'une représentation du territoire comme espace de souveraineté.
- 9 Ces quelques critiques sont là pour regretter que l'auteur a parfois privilégié la démonstration logique sur la nuance nécessaire de l'analyse historique. Ces jugements un peu hâtifs sont formulés à rebours d'un ouvrage globalement stimulant, comme nous l'avons souligné d'emblée, qui ouvre des perspectives nouvelles sur l'histoire militaire de la Révolution, et qui, nourri d'une vaste culture, invite au débat. C'est ce que nous retiendrons en priorité.